



Rapport d'activités 2018

Table de matières

Avant-propos du président	3
Introduction	4
Membres de l'IP Lait	5
Organes de l'IP Lait	6
Séances du comité et assemblée des délégués	9

Sujets principaux

Prix indicatifs de l'IP Lait	11
Segmentation	14
Standard sectoriel pour le lait durable suisse	17
Construction des fonds Réduction du prix de la matière première et du fonds Régulation	20

Des défis multiples et divers

Un tiers de la valeur de la production agricole suisse provient du secteur laitier et de la détention de bovins qui y est étroitement liée. S'ajoute à cela que la branche laitière est le seul secteur agricole à être relativement compétitif avec ses exportations et à faire face à un marché partiellement libéralisé en Suisse.

Afin de pouvoir continuer à relever ces défis, nous avons transmis notre vision d'une politique agricole tournée vers l'avenir suffisamment tôt au Conseil fédéral. Une adaptation des standards de la PLVH et une meilleure rétribution doit donner plus de poids à la provenance suisse des aliments fourragers. En outre, des contributions plus élevées pour les programmes SRPA et SST ainsi que de nouvelles contributions au système de production complèteraient idéalement les conditions cadres. Avec le standard sectoriel pour le lait durable, nous avons posé les bases pour ces mesures étatiques complémentaires. Nous accordons plus de place au bien-être animal et aux préoccupations écologiques, ce qui permet de positionner les produits laitiers suisses de manière optimale auprès des consommateurs. À sa séance de septembre, le comité a décidé à l'unanimité d'introduire un tel standard. La mise en œuvre de cette stratégie basée sur la valeur ajoutée continuera de nous occuper en 2019.

Nous avons également réussi à remplacer l'ancienne « loi chocolatière », système qui devait être supprimé pour être en conformité avec l'OMC, par un nouveau système de droit privé. Rappelons que cela concerne une production potentielle de 280 Mio de kg de lait. Les deux nouveaux fonds créés à cet effet seront gérés par le secrétariat, ce qui nécessite une légère augmentation de personnel.

Des voix demandant la réintroduction d'une gestion étatique des quantités s'élèvent régulièrement depuis quelques années. Pas moins de quatre interventions dans ce sens ont été traitées au parlement en 2018. L'IP Lait a pris position sur ces interventions, car elles nous toucheraient fortement. Ces exigences partent certes d'une bonne intention, mais une gestion étatique des quantités n'a plus sa place dans un marché plus libéralisé et basé sur l'auto-responsabilité. La réintroduction de la gestion des quantités nécessiterait une vaste protection à la frontière, un amortissement des fluctuations saisonnières et des subventions pour exporter les produits de régulation. Avec un budget agricole fixe, tout cela se répercuterait sur les paiements directs. Une gestion étatique des quantités aurait aussi des répercussions imprévisibles sur les structures du secteur agroalimentaire et nuirait au futur développement de la principale branche agricole, sans pour autant améliorer la situation financière des producteurs de lait.

Un bon accès au marché et la possibilité de pouvoir lutter à armes égales nous paraissent être plus prometteurs à long terme que des mesures étatiques protectionnistes. Beaucoup de touristes visitent notre pays chaque année et rentrent chez eux la tête pleine de souvenirs inoubliables. Outre nos paysages, il faut que nos aliments sains restent aussi gravés dans leur mémoire. Par conséquent, nous sommes en principe ouverts aux accords de libre-échange et pensons qu'ils constituent une chance s'ils sont bien négociés.

Peter Hegglin, président de l'IP Lait

Introduction

Le présent rapport d'activités donne un aperçu de l'année écoulée, une année qui a été riche en événements. 2018 était placée sous le signe de la mise en place des deux fonds « éducation du prix de la matière première pour l'industrie alimentaire » et « Régulation ». Les décideurs de l'IP Lait avaient certes déjà posé les jalons et procédé à la conception des deux fonds en 2016 et en 2017, mais la mise en place et la finition ont été réalisées en 2018. Rappelons que les décisions politiques concernant le nouveau supplément pour le lait et la suppression du soutien étatique à l'exportation des denrées alimentaires transformées n'ont été prises qu'à la fin 2017. Le secrétariat a ensuite pu se consacrer à l'élaboration définitive de la solution de remplacement de la loi chocolatière. Le travail de mise en place est décrit dans le chapitre consacré à ce sujet. Il va de soi que le travail sur un chantier réunissant un grand nombre d'acteurs n'est pas de tout repos. Toutes les parties connaissaient néanmoins l'objectif, à savoir de disposer d'un nouveau système dès le 1^{er} janvier 2019, raison pour laquelle il a été possible de trouver régulièrement des compromis sur des questions controversées, malgré des intérêts divergents. L'objectif a été atteint en novembre et les groupes d'accompagnement ont déjà débuté leur travail pendant les dernières semaines de l'année.

Une évolution similaire se profile à l'horizon concernant le deuxième grand sujet qui occupe l'IP Lait : le coup d'envoi de la stratégie basée sur la valeur ajoutée pour le secteur laitier suisse a certes été donné il y a un certain temps déjà, mais le véritable travail de mise en place a commencé en 2018 et se poursuivra en 2019. Le comité a défini le cadre lors de ses deux séances en août et en septembre 2018. La décision la plus importante est que le standard sectoriel sera introduit le 1^{er} juillet 2019. Depuis l'automne dernier, le secrétariat s'efforce, ensemble avec divers groupes de travail, de traduire les décisions prises dans des réglementations claires, afin que les délégués puissent se prononcer sur ce sujet en mai 2019.

En 2018, le marché laitier a été marqué par deux évolutions : la quantité de lait a baissé à partir de l'été en Suisse et les prix étaient très volatiles, avec une tendance à la hausse en fin d'année, sur les marchés internationaux. L'été sec et chaud a provoqué un manque d'aliments fourragers et les craintes étaient grandes que la production laitière ne s'effondre. Les stocks de fourrage étaient néanmoins apparemment suffisants, du moins jusqu'à la fin de l'automne, ou alors des importations supplémentaires ont été faites : les livraisons de lait n'ont baissé significativement par rapport à 2017 que pendant les derniers mois de l'année. Au total, l'année laitière 2018 a bouclé avec une production en légère augmentation comparativement à 2017. Malgré la hausse de la production et des baisses de prix en partie très marquées dans les pays voisins pendant le premier semestre, il n'y a pas eu de pression sur les prix en Suisse. Au contraire : les prix étaient constamment plus élevés que l'année dernière selon l'observation du marché de l'OFAG. Les instruments de l'IP Lait, notamment la segmentation, contribuent fortement à cette stabilité.

Membres de l'IP Lait, 2018

Organisations des producteurs

- Aaremilch AG
- Arnold Produkte AG
- Association des producteurs de lait de cremo SA APLC
- Association des producteurs de Milco
- Association des producteurs de Nestlé Broc
- Berner Emmi Milchproduzenten Organisation Bemo
- Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie FSFL
- MIBA Société Coopérative
- Milchproduzenten Mittelland MIMO
- Mooh Société Cooperative
- OP Federazione ticinese produttori di latte
- OPU Laiteries Réunies de Genève LRG
- PMO Strähl
- PMO Zentral- / Nord- und Ostschweiz
- PMO Züger / Forster
- PO Ostschweiz
- Producteurs Suisses de Lait PSL
- Prolait – Fédération laitière
- Thur Milch Ring AG
- Zentralschweizer Milchproduzenten ZMP

Entreprises et organisations de l'industrie laitière

- Baer AG
- Cremo SA
- Emmi Schweiz AG
- Hochdorf AG
- LATI SA
- Milco SA
- Nestlé Suisse SA
- Swiss Premium AG
- Vereinigung der Schweizer Milchindustrie VMI
- Vereinigung Schweizer Mittelmolkereien VSMM
- Züger Frischkäse AG

Fromageries artisanales

- Fromarte
- Association des Artisans fromagers romands
- Bernischer Milchkäuferverband
- Genossenschaft Ostschweizer Milchverarbeiter
- Zentralschweizer Milchkäuferverband
- Zürcher Milchkäuferverband

Commerce de détail

- Coop
- Aldi Suisse



Comité

Président

Hegglin Peter 6313 Edlibach

Représentants du groupe d'intérêts Production

Membres

Bigler Rudolf	Aaremilch AG, 3250 Lyss (vice-président)
Arnold Walter	PO Ostschweiz, 9215 Schönenberg an der Thur
Banga Christian	MIBA, 4147 Aesch BL
Dummermuth Jürg	PMO Bemo, 3174 Thörishaus
Furrer Pirmin	ZMP, 6002 Luzern
Hagenbuch Stephan	FPSL, 3000 Bern 6
Hirt Mireille	APLC, 1630 Bulle
Kern Hanspeter	FPSL, 3000 Bern 6
Roch Didier	FPSL, 3000 Bern 6
Schwager René	Mooh, 8048 Zürich

Suppléants

Yerly Gabriel	FSFL, 1630 Bulle
Chevalley Jean-Bernard	Prolait, 1400 Yverdon-les-Bains (jusqu'au 23 avril 2018)
Mori Alfred	APLCNS, 3283 Kallnach (jusqu'au 23 avril 2018)
Benoit Marc	Prolait, 1323 Romainmôtier (à partir du 23 avril 2018)
Maudonnet Vincent	APLN, 1615 Bossennens (à partir du 23 avril 2018)
Stettler Fritz	PMO Züger Forster, 8500 Frauenfeld (à partir du 23 avril 2018)

Représentants du groupe d'intérêts transformation / commerce

Membres

Willimann Markus	Emmi Schweiz AG, 6002 Luzern (vice-président)
Frefel Roland	Coop, 4002 Basel
Gygax Jacques	Fromarte, 3001 Bern
Hirt Lorenz	VMI, 3000 Bern 6
Hofer Ernst	BMKV, 3401 Burgdorf
Oberli Christian	OMKV, 9512 Rossrüti
Schweizer Werner	Hochdorf AG, 6281 Hochdorf
Wegmüller Andreas	Cremo SA, 1752 Villars-sur-Glâne
Züger Christof	Züger Frischkäse AG, 9245 Oberbüren

Suppléants

Amstalden Christian	Aldi Suisse AG, 9536 Schwarzenbach
Aschwanden Hans	ZMKV, 6377 Seelisberg
Imhof Daniel	Nestlé Suisse SA, 1800 Vevey
Meier Martin	Swiss Premium AG, 8953 Dietikon (à partir du 23 avril 2018)

Gérance

Kohler Stefan	IP Lait, 3000 Bern 6
Grossenbacher Michael	IP Lait, 3000 Bern 6
Bruni David	IP Lait, 3000 Bern 6 (à partir du 1 août 2018)

Réviseur

Schwab Urs	Dr. Röthlisberger AG, 3000 Bern 22
------------	------------------------------------

Comptabilité

Brühlhart Arnold	TSM Treuhand GmbH, 3000 Bern 6
------------------	--------------------------------

Commission des sanctions

Hänni Peter	Regionalgericht Oberland, 3600 Thun (président)
Emmenegger Guy	mepartners, 3000 Bern 6
Rufer Martin	USP, 5600 Brugg
Ryser Peter	BO Butter, 3007 Bern
Sauty Marc-Henri	Paysan, 1135 Denens VD

Groupe d'accompagnement fonds de régulation

Fässler Christa	Mooh, 8048 Zürich
Hirt Mireille	APLC, 1630 Bulle
Dummermuth Jürg	PMO Bemo, 3174 Thörishaus
Furrer Pirmin	ZMP, 6002 Luzern
Hagenbuch Stephan	SMP, 3000 Bern 6
Schneider Donat	Aaremilch AG, 3250 Lyss
Fuchs Patrick	Molkerei Fuchs, 9400 Rorschach
Hauser Manuel	Emmi Schweiz AG, 6002 Luzern
Ryser Peter	BO Butter, 3007 Bern
Schweizer Werner	Hochdorf AG, 6281 Hochdorf
Wegmüller Andreas	Cremo SA, 1752 Villars-sur-Glâne
Kohler Stefan	BO Milch, 3000 Bern 6 (Koordination und Leitung)



David Bruni, Stefan Kohler, Peter Hegglin, Michael Grossenbacher

Groupe d'accompagnement**« fonds Réduction du prix de la matière première pour l'industrie alimentaire »**

Bigler Rudolf	Aaremilch AG, 3250 Lyss
Hagenbuch Stephan	SMP, 3000 Bern 6
Hirt Lorenz	VMI, 3000 Bern 6
Imhof Daniel	Nestlé Suisse SA, 1800 Vevey
Schweizer Werner	Hochdorf, 6281 Hochdorf
Weilenmann Daniel	Emmi Schweiz AG, 6002 Luzern
Furrer Urs	Chocosuisse,
Ryser Peter	BO Butter, 3007 Bern
Kohler Stefan	BO Milch, 3000 Bern 6 (Koordination und Leitung)

Commission**« fonds Réduction du prix de la matière première pour l'industrie alimentaire »**

Hagenbuch Stephan	SMP, 3000 Bern 6
Hirt Lorenz	VMI, 3000 Bern 6
Kohler Stefan	BO Milch, 3000 Bern 6

Commission « Lait Biologique »

Estermann Dominik	ZMP, 6002 Luzern
Herwig Thomas	Bio Suisse, 4053 Basel
Funck Eldrid	Bio Suisse, 4053 Basel
Glauser Bendicht	Biomilchpool GmbH, 9244 Niederuzwil
Schuler Tobias	Coop, 4002 Basel
Gygax Jacques	Fromarte, 3001 Bern
Hauser Manuel	Emmi Schweiz AG, 6002 Luzern
Käch Pitt	Progana, 1632 Riaz
Wegmüller Andreas	Crema SA, 1752 Villars-sur-Glâne
Kohler Stefan	IP Lait, 3000 Bern 6 (coordination et gérance)

Commission « Dérogations Swissness »

Bigler Rudolf	Aaremilch AG, 3250 Lyss
Hagenbuch Stephan	FPSL, 3000 Bern 6
Hirt Lorenz	VMI, 3000 Bern 6
Hofer Ernst	BMKV, 3401 Burgdorf
Imhof Daniel	Nestlé Suisse SA, 1800 Vevey
Kern Hanspeter	FPSL, 3000 Bern 6
Kohler Stefan	IP Lait, 3000 Bern 6 (coordination et gérance)

Séances du comité et assemblée des délégués

Séances du comité

Le comité a tenu quatre séances ordinaires et une séance extraordinaire en 2018. À ces séances, il s'est notamment penché et a statué sur les sujets suivants :

Séance ordinaire du 21 février 2018

- Le prix indicatif du lait A a été maintenu inchangé à 68 centimes pour le deuxième trimestre 2018.
- TSM et ProCert ont été élues comme organes de contrôle du fonds Réduction du prix de la matière première et la suite des activités concernant les fonds Réduction du prix de la matière première et Régulation a été fixée.
- Les comptes 2017 et les budgets adaptés pour 2018 et 2019 ont été adoptés à l'attention de l'assemblée des délégués.
- Le comité a examiné l'introduction d'une charte de déontologie pour l'utilisation de soja de production durable dans l'affouragement du bétail laitier et a décidé de préparer un projet.

Séance ordinaire du comité du 16 mai 2018

- Le prix indicatif du lait A a été maintenu inchangé à 68 ct par kg de lait pour le troisième trimestre 2018.
- Le comité a examiné la question de la mise en avant de l'exemption d'OGM sur les produits laitiers et a chargé le secrétariat de contacter les autorités responsables.
- Le comité a décidé de poursuivre les travaux concernant la stratégie Valeur ajoutée et a fixé les priorités pour les facteurs de risque.
- Le comité a décidé d'élaborer une proposition de vision commune pour le secteur du bétail bovin ensemble avec Proviande et le Syndicat suisse des marchands de bétail.

Séance ordinaire du comité du 22 août 2018

- Le prix indicatif du lait A a été maintenu inchangé à 68 ct par kg de lait pour le quatrième trimestre 2018. Les paysans faisaient face à une situation exceptionnelle en raison de la grande sécheresse, mais le prix indicatif n'était pas le bon instrument pour compenser les effets de la sécheresse. Si le lait devait manquer, la décision pourrait être revue en automne.
- Le comité a été informé sur le nouveau site Internet lequel comporte un domaine interne protégé.
- Le comité a adopté les directives relatives aux fonds Réduction du prix de la matière première et Régulation et a nommé un groupe d'accompagnement pour chacun des fonds.
- Vu l'importance d'informer sur les nouveaux fonds, le comité a décidé d'organiser deux séances d'information, l'une pour les producteurs et l'autre pour les exportateurs.
- Le comité a adopté la charte de déontologie pour le soja et s'est prononcé en faveur de l'affiliation au Réseau soja suisse.
- Le comité a accepté le principe d'introduire un standard sectoriel pour le lait durable suisse.

Séance extraordinaire du comité du 6 septembre 2018

- Le comité a fixé les éléments clés du standard sectoriel pour le lait durable suisse: l'IP Lait est l'organisation responsable; le standard entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019; la période transitoire dure quatre ans; dix exigences de base et deux parmi huit exigences supplémentaires doivent être remplies; un supplément de 2 ct est versé par kg de lait.
- Le comité a décidé d'élaborer une proposition pour compléter la note de bas de page sur le prix minimum LTO+ dans le règlement sur le contrat-type.

Séance ordinaire du comité du 21 novembre 2018

- Le prix indicatif du lait A a été maintenu à 68 ct par kg de lait pour le premier trimestre 2019.
- Le comité a décidé d'inclure le nouveau supplément pour le lait de 4,5 ct par kg de lait dans les prix indicatifs du lait A, B et C publiés à partir du 1^{er} janvier 2019.
- Le comité a précisé les directives relatives au fonds Réduction du prix de la matière première.
- Le comité a accepté l'affiliation de l'OPU Mittelland Milch au 1^{er} janvier 2019.

Assemblée des délégués 2018

L'assemblée ordinaire des délégués de l'IP Lait s'est déroulée le 23 avril 2018. Les sujets principaux suivants y ont été traités:

- Les délégués ont été informés sur la stratégie Valeur ajoutée.
- Christof Züger (Züger Frischkäse) a été élu au comité. Urs Hänni (Aldi Suisse SA), Martin Meier (Swiss Premium AG), Marc Benoit (Prolait), Vincent Maudonnet (APLN) et Fritz Stettler (PMO Züger-Forster) ont été élus suppléants.
- Le rapport d'activités 2017 a été adopté.
- Les comptes 2017 ainsi que les budgets adaptés pour 2018 et 2019 ont été adoptés.



Prix indicatifs de l'IP Lait

Prix indicatif du lait A

Le prix indicatif du lait A constitue une base de décision non contraignante pour la négociation du prix du lait de centrale à tous les échelons du commerce. Il agit aussi comme signal pour une partie du lait transformé en fromage. Le prix indicatif du lait A est fixé chaque trimestre par le comité de l'IP Lait. Il est resté inchangé à 68 ct/kg pendant toute l'année 2018, soit le niveau du dernier trimestre 2017.

Validité du prix indicatif

- Le prix indicatif vaut pour le lait de centrale dans le segment A contenant 4 % de graisse et 3,3 % de protéines.
- Il s'agit d'un prix franco rampe du transformateur, sans la TVA.
- Le prix indicatif est un prix de base ne contenant ni suppléments, ni déductions (saisonnalité, quantités chargées, teneurs, etc.).
- Le prix indicatif devrait être réalisé en moyenne.

Le prix indicatif du lait A se base principalement sur l'indice du prix du lait de centrale calculé et publié mensuellement par l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). Comme l'année précédente, le comité s'est accordé sur un prix indicatif légèrement plus élevé en 2018 que le prix calculé à partir de l'indice du prix du lait de centrale. Le prix indicatif du lait A constitue une base de décision pour la négociation du prix du lait de centrale et influe donc sur le prix effectivement payé. La différence moyenne entre le prix du lait A payé selon l'OFAG et le prix du lait dans l'UE (EU prices of raw milk, moyenne pondérée) a augmenté de 0,71 ct en 2018 par rapport à l'année précédente pour s'établir à 18,63 ct. La plus grande différence a été atteinte en septembre avec 22,69 ct et la plus petite en avril avec 13,91 ct.

Prix indicatif du lait B

Le prix indicatif du lait B est calculé et publié mensuellement par le secrétariat de l'IP Lait. Il se base sur la valeur de 1 kg de lait transformé en poudre de lait écrémé pour l'exportation sur le marché mondial et en beurre pour le marché indigène. Le calcul tient compte des éléments ci-après :

Prix de la graisse lactique en Suisse: CHF 10,02/kg franco rampe fabricant de beurre,
données de la branche

Prix de la poudre de lait écrémé: Agrarmarkt Informations-GmbH (AMI);
marché mondial fob, Europe de l'Ouest

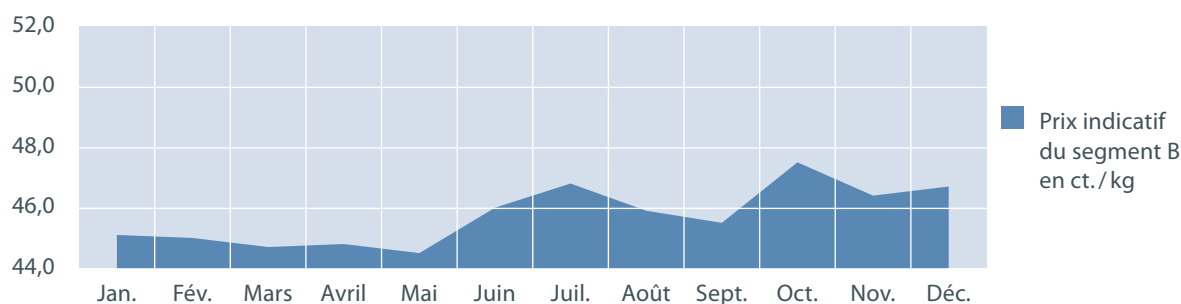
Taux de change: \$/CHF selon la Banque nationale suisse

Le prix indicatif du lait B s'élevait à 45,1 ct/kg en début d'année, soit un niveau plutôt bas. Avec 44,5 ct/kg, il a atteint son plus bas niveau depuis longtemps en mai. Il a augmenté quelque peu pendant le deuxième semestre et s'élevait à 46,7 ct/kg en décembre.

Le prix indicatif du lait B dépend majoritairement du prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial (fob) et du taux de change (\$/CHF). Grâce à la hausse du prix de la poudre de lait écrémé et au raffermissement du taux de change après la baisse en février, il a augmenté pendant le deuxième semestre.

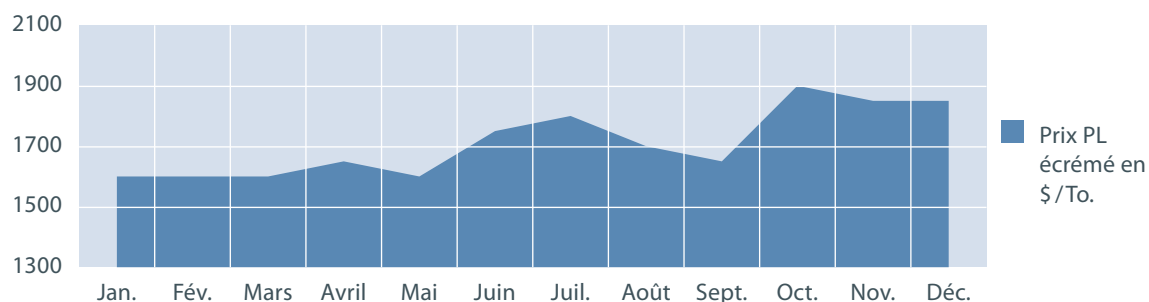
Prix indicatif du segment B en 2018

ct./kg



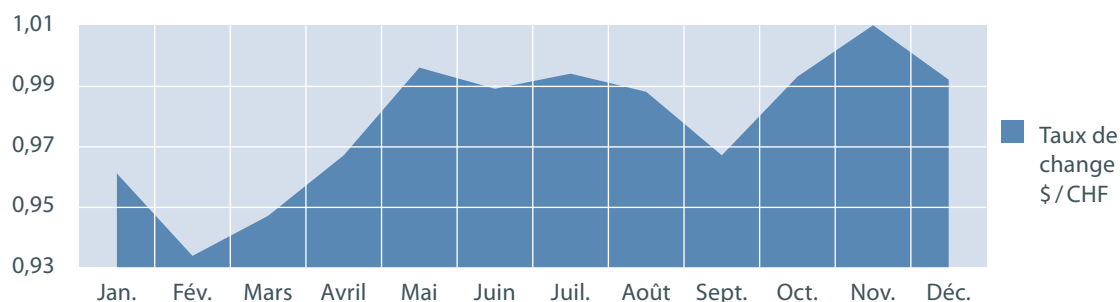
Prix sur le marché mondial de la PL écrémé en 2018

\$/To.



Taux de change \$ / CHF en 2018

\$/CHF



Prix indicatif du lait C

Le prix indicatif du lait C correspond à la valeur de 1 kg de lait transformé en poudre de lait écrémé et en beurre pour l'exportation sur le marché mondial. Il est également calculé et publié mensuellement par le secrétariat de l'IP Lait.

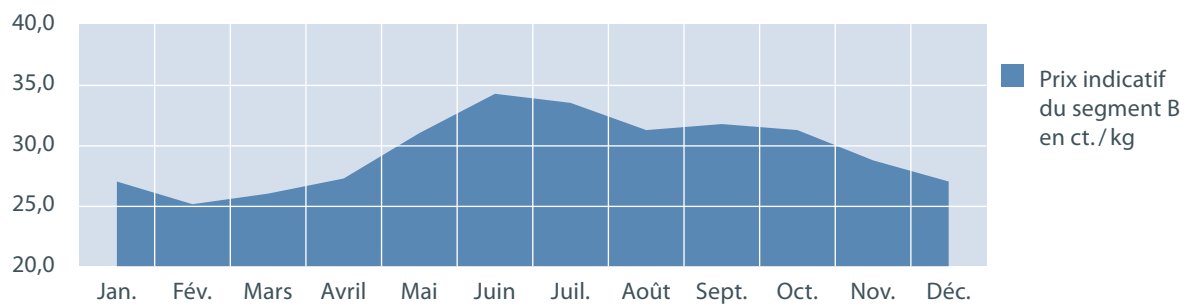
Le calcul du prix indicatif du lait C se base sur les éléments ci-après :

- | | |
|------------------------------------|--|
| Prix du beurre : | Agrarmarkt Informations-GmbH (AMI) ;
prix du beurre à l'étranger (25 % Allemagne, 25 % France,
50 % marché mondial fob, Europe de l'Ouest) |
| Prix de la poudre de lait écrémé : | Agrarmarkt Informations-GmbH (AMI) ;
marché mondial fob, Europe de l'Ouest |
| Taux de change : | Euro / CHF et \$ / CHF selon la Banque nationale suisse |

Le prix indicatif du lait C s'élevait à 27,0 ct/kg en début d'année et à 27,2 ct/kg en fin d'année. Il atteint son niveau le plus élevé en juin (34,6 ct/kg). Comme le montrent les graphiques, le prix indicatif du lait C évolue de manière similaire au prix du beurre à l'étranger. Soulignons que la quantité négociée en 2018 s'élevait à seulement un peu plus de la moitié de celle de l'année précédente (cf. chapitre sur la segmentation) et à seulement environ 20 % de la quantité en 2016.

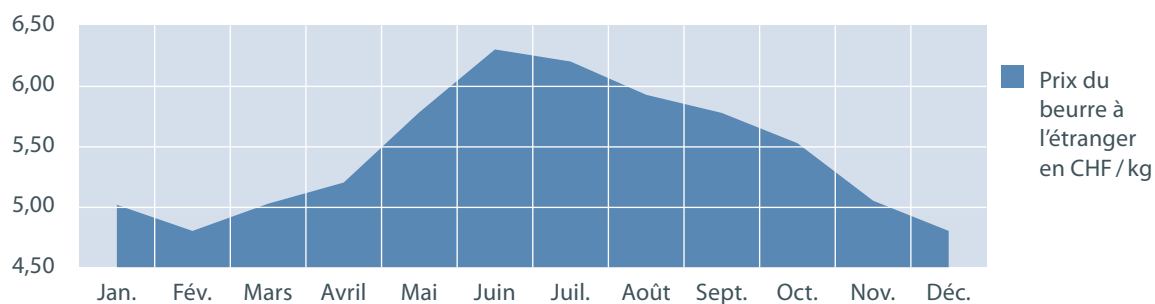
Prix indicatif du segment C en 2018

Rp./kg



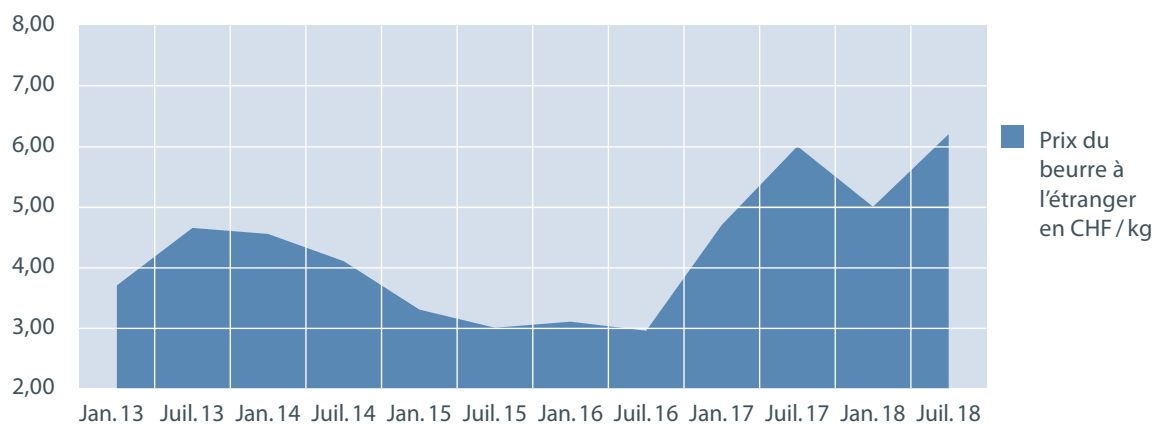
Prix du beurre à l'étranger en 2018

CHF / kg



Prix sur le marché mondial du beurre (2013 – 2018)

CHF / kg



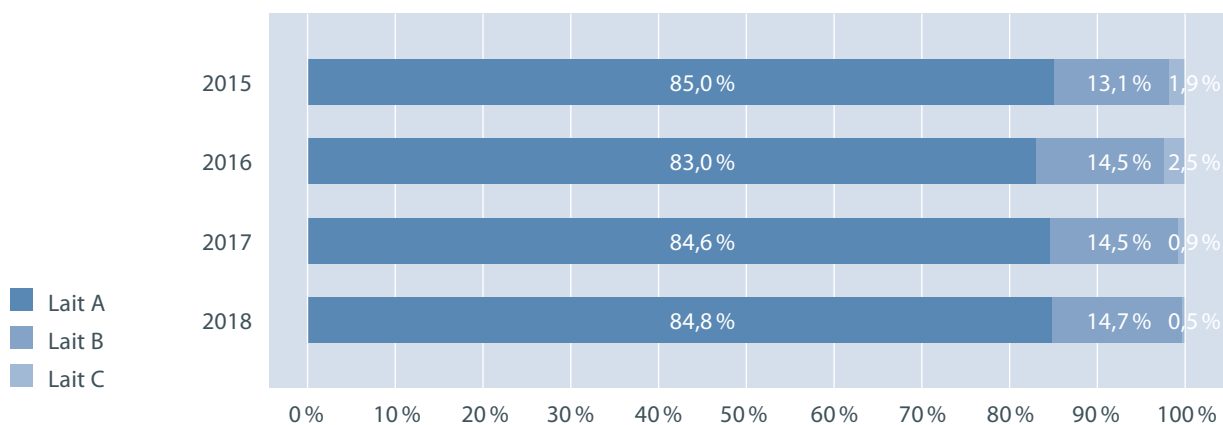
Segmentation

84,9% du lait acheté en 2018 auprès des producteurs étaient du lait A (cf. graphique et tableau ci-dessous). Ce chiffre s'élevait à 84,6% en 2017 et à 83% en 2016. Cette quantité englobe le lait suisse, le lait de la zone franche genevoise et le lait de la Principauté du Liechtenstein. Les quantités mensuelles de lait A oscillaient entre 81,3% en mars et 88,4% en septembre (cf. tableau ci-dessous), ces fluctuations reflétant plus ou moins les livraisons. La part de lait B et C augmente pendant les mois avec beaucoup de lait, alors que le lait A est tendanciellement plus recherché les mois avec peu de lait. La part de lait B recensée à l'achat au premier échelon oscillait entre 11,5% en septembre et 16,4% en mai. Avec une moyenne annuelle de 14,6%, elle se situait pratiquement au même niveau que l'année précédente. Quant à la part de lait C, elle était très faible en 2018, avec une moyenne annuelle de 0,5%. Ce chiffre s'élevait à 0,9% en 2017 et à 2,5% en 2016. Comme on le voit, la part de lait A a augmenté au détriment de celle de lait C.

Le segment A se caractérise par une création de valeur élevée sur le marché protégé ou sur le marché soutenu par des suppléments. Le lait du segment B peut être utilisé pour fabriquer des produits ne bénéficiant pas de protection à la frontière et étant soumis à la pression des importations. Enfin, le lait excédentaire est éliminé sous forme de lait C sur un marché séparé. La segmentation vise à séparer le segment B à bas prix et le lait de régulation du segment C du segment A pour éviter une trop forte pression sur les prix. Cette mesure d'entraide de la branche laitière est soutenue par la politique.

Le 1^{er} janvier 2018, le Conseil fédéral a déclaré la force obligatoire au sens de l'article 37 de la Loi sur l'agriculture pour la segmentation et les prix indicatifs. La force obligatoire vaut pour quatre ans, soit jusqu'à la fin 2021.

Lait produit par segment (2015 – 2018)



Achat de lait directement auprès des producteurs en 2018 (premier échelon)

Mois	Lait A		Lait B		Lait C	
	en tonnes	en %	en tonnes	en %	en tonnes	en %
Janvier	250 999	83,2	50 113	16,6	531	0,2
Février	229 390	82,4	48 183	17,3	783	0,3
Mars	255 399	81,3	54 135	17,2	4474	1,4
Avril	264 710	82,7	47 159	14,7	8145	2,5
Mai	265 747	82,9	52 422	16,4	2262	0,7
Juin	233 535	85,8	37 985	14,0	599	0,2
Juillet	227 889	86,6	35 026	13,3	173	0,1
Août	223 645	88,3	29 362	11,6	174	0,1
Septembre	225 953	88,4	29 507	11,5	121	0,0
Octobre	240 026	87,3	34 710	12,6	266	0,1
Novembre	226 547	86,3	35 551	13,5	312	0,1
Décembre	232 601	83,6	44 981	16,2	514	0,2
TOTAL	2 876 441	84,8	499 135	14,7	18 354	0,5

Contrôles de TSM Fiduciaire Sàrl

TSM Fiduciaire Sàrl contrôle la mise en œuvre de la segmentation sur mandat de l'IP Lait. En raison de la force obligatoire, tous les acteurs du marché sont contrôlés, qu'ils soient membres de l'IP Lait ou non. Les résultats des contrôles sont transmis à l'IP Lait en mai de l'année suivante. Les commentaires ci-après concernent donc 2017. Au total, 710 acheteurs au premier et au deuxième échelons ont l'obligation d'annoncer mensuellement les quantités de lait qu'ils achètent, vendent et transforment par segment à TSM. Cette dernière contrôle les données à la fin de l'année pour voir si elles concordent. Un écart de 5 % entre la quantité achetée et revendue ou transformée est autorisé par segment. Les transformateurs doivent présenter les documents prouvant l'exportation ou, en cas de vente en Suisse, la transformation pour le lait B et C acheté. 18 entreprises ont transformé du lait B ou C en 2017 ; elles étaient 21 l'année précédente.

Le contrôle porte sur l'année civile. 15 manquements ont été constatés en 2017. Cela concernait des organisations de négoce dont les quantités achetées et revendues ou transformées ne concordaient pas, en tenant compte de la marge de tolérance de 5%. Il s'agissait notamment de petits centres collecteurs avec seulement quelques centaines de milliers de kg de lait. Le secrétariat a examiné tous les cas. Des solutions ont pu être trouvées et aucun cas n'a dû être soumis à la commission des sanctions. Des manquements ont été constatés chez trois transformateurs. Il s'agissait de petits fabricants produisant et exportant du fromage à base de lait B. Leurs documents d'exportation n'étaient pas suffisants. Ces cas n'étaient pas encore réglés en février 2019.

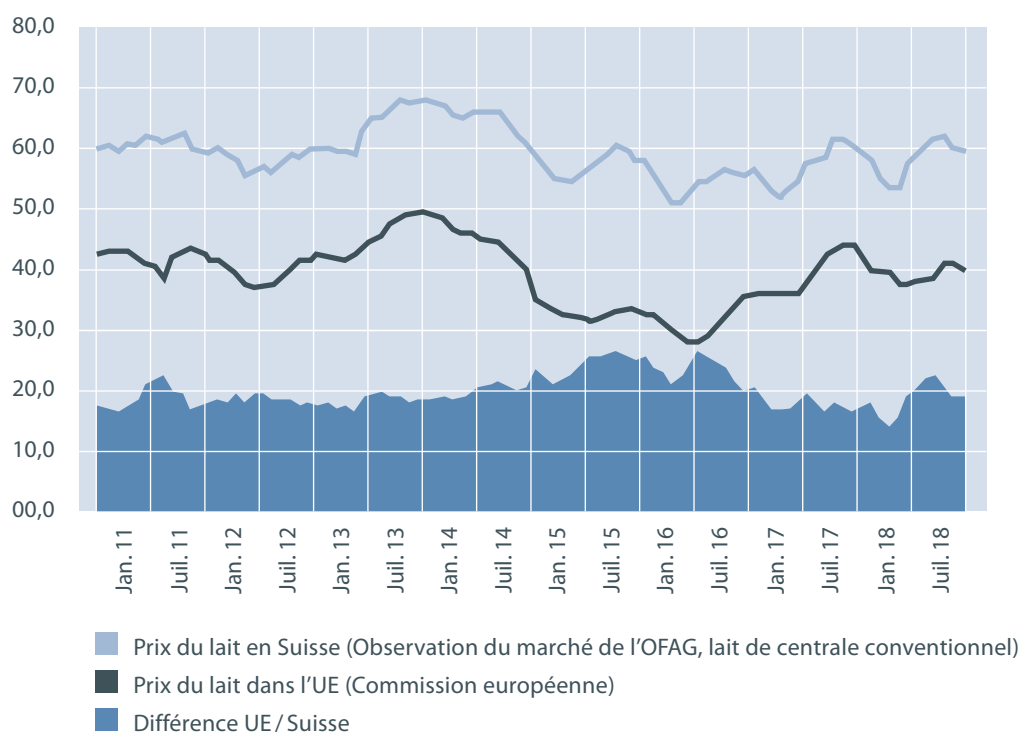
TSM met en valeur mensuellement les données sur les quantités de lait A, B et C achetées au premier échelon sur mandat de l'IP Lait. De plus, elle calcule la transformation de lait C sur la base du bilan du lait acheté et vendu. La quantité de lait C transformé dépassait constamment celle annoncée au premier échelon, une partie du lait C revendu par les fromageries et les petites entreprises ayant été déclarée comme lait A à l'achat. Avec un tel déclassement, le transformateur se nuit à lui-même puisqu'il revend du lait A de grande valeur dans le segment C de moindre valeur. La revente de lait A dans le segment C contre-vient en outre au principe de garantir la transparence à tous les échelons du commerce. Une telle violation de la segmentation a été sanctionnée pour la première fois en 2017. La mesure déploie ses effets entre-temps. La comparaison de la quantité de lait C acheté au premier échelon et de lait C transformé montre que le lait C revendu continue à ne pas être acheté entièrement dans ce segment: 18 354 t de lait C ont été achetées au premier échelon et 19 569 t ont été transformées. La différence de 1 215 t équivaut à 6,2 % de la quantité. Cette différence atteignait 3,0 % en 2017 et près de 10 % en 2016.

Le prix du lait augmente moins fortement dans l'UE qu'en Suisse

Selon l'observation du marché de l'OFAG, le prix du lait a augmenté en 2018. Le prix moyen pour toute la quantité de lait s'élevait à 63,88 ct par kg. Il n'avait plus été aussi élevé depuis 2014. L'année précédente, le prix moyen du lait de centrale et de fromagerie s'élevait à 62,36 ct. soit environ 1,5 ct de moins. Le prix du lait de centrale a aussi augmenté comparativement à 2017. Il s'élevait à 57,84 ct en moyenne, soit une hausse de 1,42 ct. Le prix a augmenté moins fortement dans l'UE. Il s'élevait à 39,42 ct. ce qui n'équivaut qu'à une hausse de 0,66 ct. La différence entre le prix du lait en Suisse et dans l'UE a donc légèrement augmenté en moyenne en 2018 et s'élevait à 18,68 ct.

Développement des prix du lait en Suisse et dans l'UE

Prix du lait (ct. / kg)



Standard sectoriel pour le lait durable suisse

À sa séance du 6 septembre, le comité de l'IP Lait a décidé d'introduire un standard sectoriel pour le lait durable suisse le 1^{er} juillet 2019. Quand on voit que même la publicité pour le Leerdammer industriel met en avant la production durable de lait et le pacage, il est grand temps que le secteur laitier suisse réfléchisse aux atouts qu'il possède. Le pacage et la liberté de mouvement des vaches sont l'élément central de notre standard. Pour remplir ce dernier, les exploitations laitières doivent donc participer à l'un des deux programmes éthologiques de la Confédération, soit au programme SRPA (Sorties régulières en plein air), soit au programme SST (Systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux). C'est l'une des dix exigences de base du standard (cf. liste).

Exigences de base

Cinq exigences dans le domaine du bien-être animal	
SRPA ou SST	Les vaches doivent participer à l'un des deux programmes éthologiques de la Confédération : SST (Systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux) et SRPA (Sorties régulières en plein air).
Détention des veaux	Les veaux doivent être détenus pendant au minimum 21 jours sur l'exploitation sur laquelle ils sont nés.
Intervalle minimum entre les traites	Les vaches doivent être traites deux fois par jour.
Respect des directives de la CTEBS	Les producteurs présentant leurs animaux aux foires et aux expositions s'engagent à respecter les directives de la Communauté de travail des éleveurs bovins suisses (CTEBS).
Vaches de boucherie non gestantes	Il doit être prouvé que les vaches ne sont pas gestantes au moment de l'abattage.
Deux exigences dans le domaine de l'affouragement	
Tourteaux de soja	Les aliments fourragers à base de soja doivent provenir de sources durables remplissant les directives du Réseau soja suisse.
Graisse et huile de palme	La graisse et l'huile de palme sont bannies de l'affouragement du bétail laitier.
Autres exigences	
Utilisation d'antibiotiques	Aucuns antibiotiques de trois groupes de substances actives critiques ne doivent être utilisés pour les traitements vétérinaires. Ces antibiotiques sont controversés, car ils pourraient provoquer des résistances chez les humains.
Biodiversité	Le programme fédéral des Prestations écologiques requises (PER) doit être rempli. Cela signifie qu'au minimum 7 % de la surface agricole utile remplissent des exigences particulières en matière de biodiversité.
Nom de la vache	Chaque vache porte un nom dès sa naissance. Cela illustre le lien particulier entre les exploitations familiales et leurs animaux.

De plus, les producteurs de lait doivent remplir deux exigences supplémentaires d'un catalogue contenant huit exigences.

Exigences supplémentaires

Rendement par jour de vie	En moyenne du troupeau, une vache laitière doit présenter un rendement par jour de vie d'au minimum 6 kg en zone de montagne et 8 kg en zone de plaine afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre.
SST et SRPA	L'exploitation remplit les exigences des deux programmes éthologiques de la Confédération.
Antibiotiques	L'exploitation renonce à l'utilisation préventive d'antibiotiques pour les vaches laitières.
Médecine complémentaire	Le recours à la médecine complémentaire est documenté.
Formation	L'exploitation forme des apprenants.
Formation continue	Le personnel de l'exploitation suit un cours de perfectionnement d'au moins une demi-journée par année.
Campagne d'image	L'exploitation participe au moins une fois par année au projet « L'école à la ferme » ou ouvre ses portes pour la « Visite d'étable ».
Sécurité sociale	Il est prouvé que la main-d'œuvre familiale reçoit un salaire.


L'IP Lait avait déjà posé les jalons du standard sectoriel avec sa stratégie basée sur la valeur ajoutée Lait suisse 2025 en septembre 2015, stratégie qui a été achevée deux ans plus tard. Les auteurs de l'étude ont estimé que le lait suisse se distinguait notamment par les éléments suivants :

- Plus de protection des animaux et de bien-être animal, en mettant l'accent sur le bien-être animal ;
- Plus d'écologie et de proximité avec la nature, en mettant l'accent sur la proximité avec la nature. Par proximité avec la nature, on entend ici l'aspect naturel de la production et de la transformation de lait ;
- Plus de fourrages grossiers (moins d'aliments concentrés).

Le « lait durable suisse » se base essentiellement sur ces éléments.

Après le lancement ces dernières années de plusieurs labels mettant en avant la durabilité de la production laitière, le comité de l'IP Lait a décidé, au printemps 2018, de créer une base harmonisée pour les labels. À côté de la communication des atouts du lait indigène en Suisse et à l'étranger, la complication et le renchérissement de la logistique découlant des différentes marques ont aussi fortement motivés cette décision.

La FPSL a ensuite mis en place un groupe de travail lequel a défini des exigences possibles envers les exploitations laitières en l'espace de quelques semaines. Le projet a été soumis à 80 producteurs en été 2018. Les producteurs l'ont approuvé à l'unanimité. Il a ensuite été soumis au comité de l'IP Lait. À sa séance d'août, ce dernier a accepté le principe d'introduire un standard et a reporté la discussion sur les détails à une date ultérieure.



Une séance extraordinaire a été organisée pour clarifier la situation. En tant qu'organisme responsable du «Lait durable suisse», l'IP Lait a repris le projet de la FPSL avec les dix exigences de base et les deux exigences supplémentaires sur huit. Il a été décidé d'introduire le standard sectoriel le 1^{er} juillet 2019, avec un délai transitoire de quatre ans. Quant aux représentants des transformateurs, ils ont été chargés de définir également des exigences à intégrer au standard (cf. liste). Enfin, il a été décidé que les producteurs de lait recevront un supplément de 2 centimes par kg de lait pour les indemniser de leur travail supplémentaire. Le comité de l'IP Lait a adopté tous ces éléments le 6 septembre et a chargé un groupe de travail composé de huit membres de clarifier les détails.

Le groupe de travail a divisé son travail en cinq projets partiels. Le projet partiel 1 est consacré à la définition des détails des exigences et le projet partiel 2 à la question de savoir si le standard est reconnaissable comme distinction pour les consommateurs et à la manière de structurer la communication. Le projet partiel 3 s'occupe de la mise en place du contrôle et de la gestion des données, alors que le groupe de projet partiel 4 élabore les règlements, les dispositions et les sanctions. Enfin, le projet partiel 5 est consacré à la mise en œuvre du supplément de durabilité de 2 centimes par kg de lait. Les groupes de projet partiel sont constitués de spécialistes et soumettent des propositions pertinentes au groupe de travail. Tant les bases du «lait durable suisse» que les règlements seront soumis aux délégués de l'IP Lait à leur assemblée de mai 2019. S'ils les adoptent, le standard pourra être introduit comme prévu le 1^{er} juillet 2019.

Exigences envers les transformateurs

Système de gestion de la durabilité	Chaque transformateur dispose d'un système de gestion de la durabilité actuel et accrédité ou d'un autocontrôle de durabilité reconnu.
Code de déontologie relatif aux additifs	Les fabricants de fromages arborant la distinction «lait durable suisse» respectent, de plus, le code de déontologie relatif aux additifs dans le fromage.

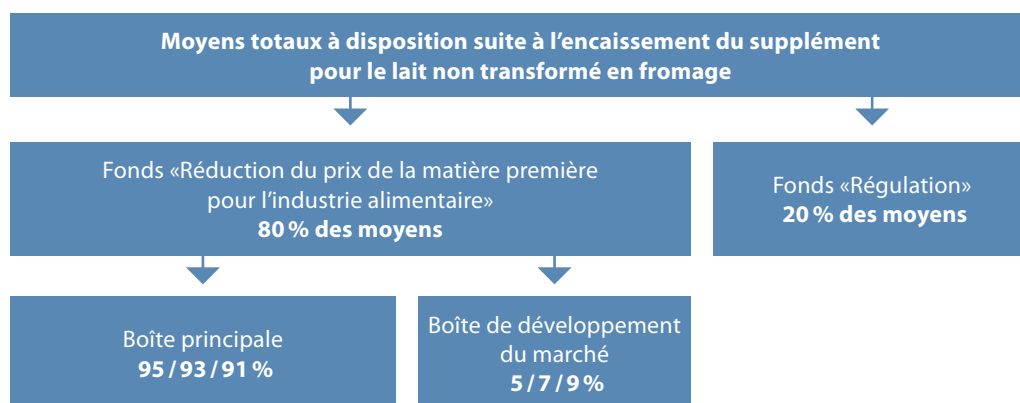
Mise en place du fonds Réduction du prix de la matière première et du fonds Régulation

Les délégués de l'IP lait ont posé les jalons de la solution valable à partir de 2019 en avril 2017 déjà, en adoptant les règlements des fonds « Réduction du prix de la matière première pour l'industrie alimentaire » et « Régulation ». En décembre de la même année, le parlement a décidé de supprimer définitivement l'ancien système étatique connu sous le nom de « loi chocolatière » le 31 décembre 2018 et d'introduire une solution de remplacement à partir du 1^{er} janvier 2019. Cette solution de remplacement comprend un nouveau supplément pour le lait commercialisé et non transformé en fromage pour un montant de 79 millions de francs par année. Cela correspond à ce que la Confédération versait jusqu'à présent sous forme de subventions à l'exportation pour les produits contenant du lait. Dans le courant de l'année 2018, le supplément a été fixé à 4,5 ct par kg de lait de centrale produit. Le montant remboursé jusqu'à présent aux exportateurs est donc versé directement aux producteurs de lait à présent. L'opération est ainsi neutre pour l'État. Pour le lait servant à la fabrication de fromage, le nouveau supplément est compensé par une diminution du supplément pour le lait transformé en fromage.

Solution du secteur laitier avec deux fonds

Le parlement a pris sa décision en sachant que le secteur laitier regroupé au sein de l'IP Lait introduirait une solution de droit privé avec deux fonds pour remplacer la loi chocolatière. Au total, les recettes des fonds s'élèveront à entre 76 et 78 millions de francs, l'encaissement ne pouvant pas être effectué partout. Avec l'adoption des règlements des deux fonds, les délégués de l'IP Lait ont décidé de répartir les moyens encaissés entre les fonds, dans un rapport de 80 / 20. 80 % des moyens sont attribués au fonds Réduction du prix de la matière première pour les exportateurs. Ce fonds comporte deux boîtes différentes (boîte principale et boîte de développement du marché avec respectivement 95 et 5 % des moyens) et remplit la même fonction que la loi chocolatière actuelle. Quant aux 20 % restants, ils sont attribués au fonds Régulation dont l'objectif est de désengorger le marché suisse en régulant la graisse en cas de production excédentaire.

Deux nouveaux fonds gérés par l'IP Lait



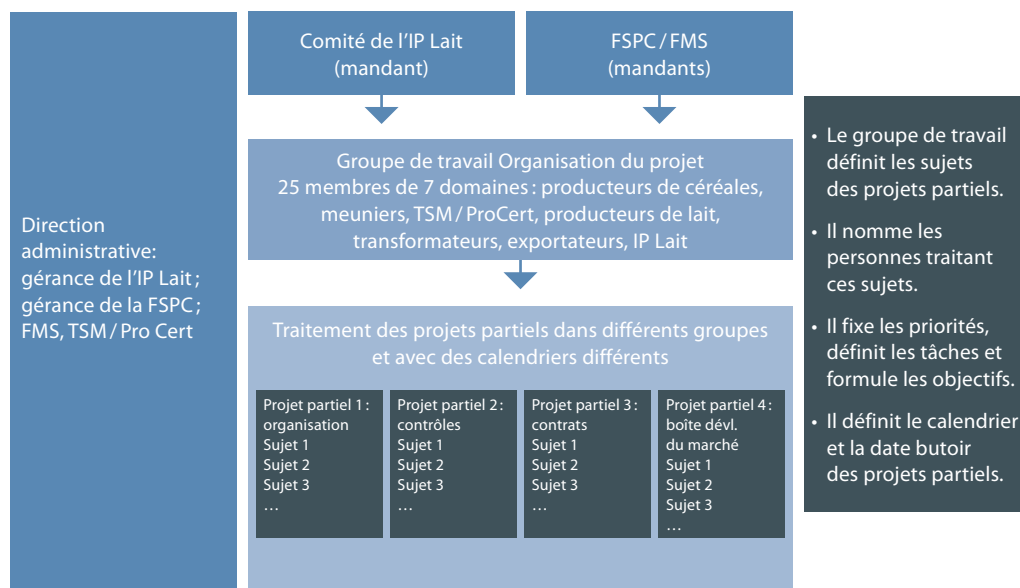
Beaucoup de questions de détail concernant les fonds ont dû être clarifiées en 2018. À sa séance de février, le comité a décidé d'attribuer le mandat pour les contrôles, l'administration et le versement à TSM Fiduciaire Sàrl et à ProCert SA, ces firmes ayant soumis la meilleure offre lors de la mise au concours en automne 2017. Les deux firmes ont participé ensuite à la mise en place des deux fonds.

Les travaux ont débuté lors d'une séance de lancement en mars 2018. 18 personnes provenant de tous les domaines concernés ont définis les sujets importants et ont participé à l'organisation du projet. Outre l'IP Lait avec une délégation constituée du secrétariat ainsi que de producteurs et de transformateurs de lait, des représentants des producteurs de

céréales, des meuniers et des exportateurs ainsi que des deux firmes chargées du contrôle étaient présents. Il a été décidé de diviser les travaux en quatre projets partiels et de tenir une nouvelle séance en juillet pour l'organisation du projet.

Les quatre projets partiels étaient consacrés aux sujets suivants : élaboration d'un système pour les demandes, contrôle des demandes d'aides à l'exportation, établissement des contrats et clarification des questions de détail concernant les deux fonds. En outre, il fallait régler la collaboration avec le secteur céréalier qui était en train de mettre sur pied un système comparable. Les travaux ont pu être réalisés de manière efficace, de sorte que le secteur laitier et le secteur céréalier étaient prêts, en automne 2018, à introduire les fonds le 1^{er} 2019.

Organisation du projet pour la mise en place du fonds Réduction du prix de la matière première



Ci-après, nous décrivons les travaux de mise en place et les résultats obtenus dans les domaines partiels.

Mise en place du fonds Réduction du prix de la matière première pour l'industrie alimentaire

L'objectif de ce projet partiel était de regrouper toutes les questions en suspens concernant la boîte principale et la boîte de développement du marché et de trouver des réponses à ces questions. Lors de sept séances au total, les membres de ce sous-groupe de travail ont notamment pris les décisions ci-après, décisions qui ont été intégrées aux directives.

- Le schéma de calcul précis des contributions du fonds a été défini. Selon le règlement, la somme du remboursement pour la graisse et les protéines ne doit pas dépasser 25 ct pour la boîte principale et 21 ct pour la boîte de développement du marché. Le remboursement est calculé sur la base de la différence entre le prix du lait en Suisse et le prix Kiel. Parmi les dispositions ajoutées, mentionnant par exemple que la différence est calculée à partir de la moyenne des deux mois précédents.
- Les contributions sont calculées et communiquées au plus tard le 20 du mois précédent.
- Un éventuel solde résiduel de la boîte de développement du marché à la fin de l'année est reporté dans la boîte principale pour l'année suivante.

Le déroulement précis pour déposer une demande de contribution a été clarifié lors de plus de 10 séances de deux projets partiels. Il s'agissait de définir quels documents d'exportation doivent être transmis sous quelle forme afin que l'exportateur puisse justifier ses exportations. Les exportateurs ont été consultés, afin de profiter de leurs expériences avec l'ancien système. Un des résultats de ces réflexions est par exemple que les exportateurs peuvent choisir entre deux variantes pour le contrôle. Les exportateurs disposant d'un système de contrôle interne robuste et accrédité peuvent déposer des demandes mensuelles simplifiées, mais doivent se soumettre à un contrôle exigeant.

Le projet « Contrôles » s'est ensuite transformé presque sans transition en projet partiel « Contrats ». Chaque exportateur doit conclure un contrat avec les deux branches concernées pour bénéficier de la compensation de la différence de prix de la matière première. Ce contrat règle les obligations des deux parties, notamment le montant de la contribution, le processus de transmission des données des exportateurs, la confidentialité réciproque ou encore les délais de paiement. Des représentants des exportateurs ont aussi participé à l'élaboration de ce contrat de 15 pages.

Collaboration avec la branche céréalière

Le système étatique de la loi chocolatière en vigueur jusqu'à la fin 2018 soutenait les exportations de produits contenant du lait et des céréales. Les deux branches concernées ont décidé d'introduire une solution de remplacement dans leur secteur respectif. Il paraissait logique qu'elles collaborent dans les domaines où les mêmes tâches doivent être accomplies. Dans le courant de l'année, il a ainsi été décidé d'octroyer ensemble les mandats pour l'administration, le processus de demande de contribution à l'exportation et les contrôles à TSM et à ProCert afin qu'il n'y ait qu'un interlocuteur pour les exportateurs dans les secteurs du lait et des céréales. Nous avons informé les exportateurs en commun et avons également élaboré le contrat susmentionné en commun. Le contrat ne doit être signé qu'une fois par les exportateurs pour les secteurs du lait et des céréales. Les fonds sont évidemment gérés séparément et les flux financiers des deux branches sont entièrement séparés. Quant aux coûts communs des contrôles, ils seront répartis selon une clé qui reste à définir.

Mise en place du fonds Régulation

Lors de cinq séances au total, les 10 membres du projet partiel 4 ont discuté des dispositions détaillées relatives aux processus du fonds et ont élaboré des propositions à l'attention du comité. Ces propositions ont été intégrées dans les directives valables à partir du 1^{er} janvier 2019. Les points importants suivants sont ressortis des discussions de ce groupe de travail :

- L'achat de lait C doit correspondre au moins à 100 % aux produits contenant de la graisse exportés. Contrairement à la segmentation, il n'existe pas de marge de tolérance de 5 %.
- Seules les entreprises participant au fonds et fabriquant de la crème, du beurre ou de la poudre de lait en Suisse ont droit aux contributions du fonds.
- Les transformateurs doivent acheter du lait C pendant les mois de régulation fixés par le groupe d'accompagnement. Les contributions du fonds sont néanmoins versées seulement après l'exportation complète de la graisse lactique.


En outre, le comité de l'IP Lait a nommé les onze membres du groupe d'accompagnement à sa séance d'août. Ce groupe d'accompagnement statue sur la régulation avec les moyens du fonds, à savoir qu'il décide si une régulation est nécessaire et quelles quantités de lait sont mises en soumission pour quelles périodes. Il a siégé une première fois à la fin octobre et s'est penché sur la situation pendant le premier semestre 2019.

Encaissement des moyens du fonds

Selon le chiffre 3 des deux règlements, les contributions au fonds sont encaissées par les transformateurs de lait. L'encaissement concerne tout le lait transformé, mais pas utilisé pour la fabrication de fromage. Une solution pour simplifier le calcul de la quantité de ce lait a pu être élaborée ensemble avec TSM pendant l'année écoulée. La contribution peut être calculée chaque mois sur la base des données disponibles sur les rapports 1 de TSM. Ceux-ci contiennent tant la quantité de lait transformé que celle de lait utilisé pour la fabrication de fromage. La quantité de lait pour laquelle la contribution est due découle de la différence entre ces deux quantités. Ce mode de calcul garantit que tout le lait transformé soit pris en compte et qu'aucune quantité ne soit comptée à double.

Afin de pouvoir utiliser les données de TSM, les transformateurs ont dû donner leur accord par écrit pour des raisons de protection des données. Cet accord devait être donné par tout le monde ce qui a suscité de nombreuses discussions et nécessité des explications, mais a aussi permis de nouer de précieux contacts. L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a participé à l'élaboration de la formulation de la déclaration sur la protection des données. En effet, c'est l'OFAG qui charge TSM de recenser les données. Rien que pour cela, il était nécessaire de l'intégrer aux accords sur l'utilisation de ces données.





Interprofession du Lait
BO Milch – IP Lait – IP Latte
Weststrasse 10
3000 Berne 6

Téléphone 031 381 71 11

www.ip-lait.ch



INTERPROFESSION DU LAIT
BO MILCH – IP LAIT – IP LATTE